

Entretien avec Jean-René Bernard

**Propos recueillis le 17 mai 2010
par Anne Dulphy et Christine Manigand**

Notice biographique de Jean-René Bernard

Né en 1932, Jean-René Bernard entre à l'École nationale d'administration en 1956 après une brillante scolarité à l'Institut d'études politiques de Paris. En 1958, il est nommé inspecteur des Finances.

De 1962 à 1968, il est chargé de mission pour les questions économiques et financières au cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre. La nomination de Maurice Couve de Murville au poste de Premier ministre en juillet 1968 provoque son départ de Matignon et son rattachement au cabinet de Robert Boulin, ministre de l'Agriculture.

De 1969 à 1973, il est conseiller technique pour les affaires économiques et financières et pour les affaires européennes au secrétariat général de la Présidence.

En 1973-1974, il est secrétaire général adjoint de la présidence de la République.

De 1967 à 1977, il est, parallèlement, secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI).

Ambassadeur de France au Mexique de 1977 à 1982.

Président du Crédit industriel et commercial de 1987 à 1989.

Ambassadeur de France aux Pays-Bas de 1989 à 1993, puis membre du Conseil de politique monétaire de la Banque de France de 1997 à 2006.

Ses archives ont été versées aux Archives nationales en avril 2002. Ce fonds, traité par Pascal Geneste, est essentiellement composé des papiers de fonction de Jean-René Bernard depuis 1962 jusqu'en 1974¹.

Jean-René Bernard a, par ailleurs, accordé une dizaine d'heures d'entretiens à l'Association Georges Pompidou.

Il a écrit la préface de l'ouvrage *Georges Pompidou et la construction européenne : un projet pour l'Europe*, Éric Bussière, Émilie Willaert (dir.), Bruxelles, PIE Peter Lang, 2010. Il s'agit d'un volumineux recueil de documents rassemblant des écrits et discours de Georges Pompidou du 15 juin 1969 au 2 avril 1974.

Notre première question porte sur votre milieu d'origine, votre famille, votre entourage : y avait-il une prédisposition qui explique votre brillante scolarité à Sciences Po, votre succès à l'ENA en 1956 et votre nomination comme inspecteur des Finances en 1958 ?

¹ http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/chang/fonds/xml_inv/86AJal_86AJa163.html

Peut-être en un sens, puisque mon beau-père était un spécialiste des affaires allemandes ; il a fait, notamment, partie d'une petite équipe qui avait préparé le projet de traité de Communauté européenne de défense (CED) rejeté par l'Assemblée nationale en 1954. J'avais donc entendu parler de ces questions et j'étais de sensibilité « européenne ».

En tant qu'inspecteur des Finances, j'ai, après ma sortie de l'ENA, « tourné », comme on dit, pendant quatre ans. Ce qui montre ma fraîcheur d'esprit de l'époque, c'est que je suis entré, au cours de l'été 1962, au cabinet du ministre de l'Éducation nationale : ce n'était pas vraiment un endroit à partir duquel je pouvais espérer faire carrière ! J'ai été, notamment, chargé, outre le budget, des relations avec l'enseignement libre, dont personne ne voulait s'occuper, et j'ai trouvé cela intéressant. Comme Pierre Sudreau a démissionné très rapidement², je suis resté dans les bagages de Louis Joxe qui faisait l'intérim³ ; il m'a confié la mission de régler la situation des instituteurs français restés en Algérie après l'indépendance. Il y en avait encore plus de 15 000 lors de la rentrée scolaire de l'automne 1962. Ils s'étaient mis en grève, parce qu'ils n'étaient pas payés depuis des mois. J'avais pour mission d'obtenir de l'argent là où il se trouvait, c'est-à-dire essentiellement dans les caisses de l'Armée et j'ai réussi à attendrir qui il fallait. Le problème a donc été réglé.

Il se trouve que, quelques semaines après, Joxe a dîné avec Georges Pompidou qui cherchait à recruter – c'était à la fin de novembre 1962 – un jeune inspecteur des Finances pour compléter son cabinet. Le Premier ministre se renseignait puisqu'il ne connaissait personne dans cette génération de fonctionnaires. Je me suis donc occupé, à Matignon, des relations avec le ministère des Finances, c'est-à-dire du budget, de la fiscalité, etc. C'était un bon poste d'observation. Georges Pompidou m'a confié, un an plus tard, les relations avec l'enseignement libre, puis les questions pétrolières, la sidérurgie et, plus généralement, l'industrie sous l'autorité de René Montjoie. François-Xavier Ortoli était directeur du cabinet.

Et le travail dans ce cabinet, comment se faisait-il ? On voyait fréquemment le Premier ministre, ou on fonctionnait par notes ?

On fonctionnait essentiellement par notes, parce que c'est beaucoup plus commode. Et puis, ce n'est pas le nombre de fois où on voit le Premier ministre qui importe. Je le voyais, d'ailleurs, très souvent à l'occasion des nombreuses réunions interministérielles qu'il présidait, notamment sur les arbitrages budgétaires. Tout le temps où il a été à Matignon, Georges Pompidou est resté d'un accès facile. Simplement, mieux valait ne pas l'ennuyer si cela n'en valait pas la peine. En tout état de cause, les directeurs de cabinet successifs ne faisaient pas barrage.

Le mode de communication naturel était donc l'écrit, d'autant plus que le Premier ministre travaillait beaucoup et très vite : il partait de Matignon tous les soirs pour rentrer chez lui, quai de Béthune, avec une petite valise⁴ pleine de notes, et le lendemain matin, tout était revenu avec ses annotations, même s'il dînait souvent « en ville ». Cette rapidité était un atout.

² Pierre Sudreau a été ministre de l'Éducation nationale du 15 avril au 15 octobre 1962 ; sa démission est liée à son opposition à l'élection du président de la République au suffrage universel.

³ Du 15 octobre à fin novembre 1962.

⁴ Il me semble que l'on dit maintenant : « attaché-case ».

Quand il a été élu président de la République, j'ai fait partie de ceux qui sont allés avenue de la Tour-Maubourg immédiatement après les résultats. Une chape de plomb semblait lui être tombée sur les épaules. Un changement total du personnage. Avant, il avait été Premier ministre pendant plus de six ans, mais pas le vrai patron, pas seul en charge ; il était Georges Pompidou ; il avait une vie personnelle ; il se trouvait qu'il était Premier ministre. Après son élection au suffrage universel, c'était en quelque sorte le nouveau roi de France : le sacre était passé par là.

Succéder au général de Gaulle n'était pas évident : à mon avis, il l'a très bien fait, mais son bonheur personnel a considérablement diminué, c'est le moins que l'on puisse dire. Et puis, un certain nombre d'événements avaient eu lieu dans l'intervalle : les péripéties qui avaient abouti à son départ de Matignon après les événements de mai 1968, l'affaire Markovic, qui l'avait beaucoup marqué : le climat s'était épaissi, l'homme avait changé.

Ce cabinet était important ?

Il n'y avait pas de cabinet officieux : donc, vous avez la liste réelle.

Une trentaine de personnes...

Cette petite communauté était à l'échelle humaine : une classe, en somme. Georges Pompidou se comportait un peu comme un professeur avec ses élèves. Pratiquement, tous les gens qui étaient là étaient de bonne qualité ; il a eu la main heureuse avec François-Xavier Ortoli⁵, puis avec Michel Jobert qui était un homme assez remarquable, quoique pas facile à vivre, mais qui lui épargnait l'essentiel des petits problèmes quotidiens, comme doit le faire un bon directeur de cabinet⁶.

Vous avez suivi Georges Pompidou à l'Élysée, mais vous avez été relativement peu à le faire. Si on regarde les études qui existent, environ un quart des membres du cabinet de Georges Pompidou Premier ministre s'est retrouvé à l'Élysée. Était-ce parce que, outre vos qualités personnelles, vous étiez un fidèle, un très proche du nouveau Président ?

Il y avait peu de mélanges entre sa vie privée et son cabinet. Néanmoins, ma femme et moi avons souvent été invités à de petits dîners informels, en général après la projection d'un film ; nous nous sommes donc liés avec quelques amis personnels de Georges Pompidou, qui, du reste, n'avaient rien à voir avec la politique. Il s'agissait pour lui de se changer les idées, de se détendre. Dans le même ordre d'idées, au cours de l'été 1964, le Premier ministre nous a laissé l'usage, à ma femme et à moi, après la naissance d'un de nos enfants, pendant une quinzaine de jours, de la location d'une villa à Saint-Tropez où lui-même et son épouse ne pouvaient pas aller.

Quoi qu'il en soit, certains membres de son cabinet l'ont suivi à l'Élysée : Michel Jobert et Edouard Balladur, qui ont assuré le secrétariat général de l'Élysée de 1969 à 1973 pour l'un, en 1973 et 1974 pour l'autre ; Michel Bruguière, normalien, qui s'occupait des affaires culturelles ; Henri Domerg, beau-frère de Georges Pompidou, en charge des questions d'éducation nationale ; Bernard Esambert, ingénieur des Mines, qui était entré à Matignon dans le courant de 1967 ; René Galy-Dejean, qui s'était occupé de l'organisation pratique de la campagne présidentielle ; Georges

⁵ Directeur de cabinet du Premier ministre de 1962 à 1965.

⁶ Directeur de cabinet du Premier ministre de 1966 à 1968.

Gaucher, conseiller diplomatique ; Pierre Juillet, ami personnel de Georges Pompidou depuis 1945, arrivé à Matignon avant même le Premier ministre et qui avait à lui un accès personnel et permanent, ainsi qu'Olivier Guichard, Simone Servais, que vous devriez rencontrer, et, certainement, quelques autres que j'ai dû oublier. Il faut, aussi, citer le fidèle Michel Woimant, spécialiste de l'agriculture.

Il y avait peu de femmes, mais c'était l'époque...

C'est vrai. Il y a eu, outre son chef de cabinet Anne-Marie Dupuy, qu'il avait remarquée à la banque Rothschild où elle s'occupait du personnel, Marie-France Garaud, entrée tard au cabinet du Premier ministre pour s'occuper des affaires de justice et qui a, rapidement, commencé à travailler en liaison étroite avec Pierre Juillet. Vous voyez, il y a en a eu tout de même pas mal⁷.

A la présidence de la République, vous étiez responsable des affaires économiques et financières, ainsi que – selon la terminologie officielle – des affaires européennes.

Quand il était à Matignon, Jobert n'aimait pas du tout qu'il y ait, au sein du cabinet qu'il dirigeait, un conseiller coiffant l'ensemble des questions économiques, car il était jaloux de son autorité. Or, il y avait eu deux conseillers économiques ; d'abord François Ortoli, puis René Montjoie. Jobert a supprimé le poste au départ de Montjoie.

J'ai été nommé secrétaire général du SGCI (secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne), parce que Jobert m'a proposé un marché au début de 1967 ; il m'a convoqué pour me dire : « Je sais que vous devriez être nommé conseiller économique, mais je n'aime pas cette idée ; alors, si vous me faites confiance, je vous revaudrai cela et vous trouverai un poste qui vous plaira. » J'étais déjà au courant, grâce à Anne-Marie Dupuy : la veille, le Premier ministre avait dit, en sa présence, à Jobert : « On ne peut pas laisser Bernard chargé de mission⁸. »

J'ai accepté le marché proposé et j'ai été nommé à la tête du SGCI tout en restant chargé de mission à Matignon, lorsque Jean Dromer a quitté ce poste pour la BNP, en octobre 1967. C'était un poste budgétaire de directeur aux finances, avec les caractéristiques afférentes. C'était aussi une responsabilité importante et, à l'époque, prestigieuse : il y avait eu Pierre-Paul Schweitzer, Jacques Donnedieu de Vabres, François Ortoli...

Il y avait une tradition de nommer un inspecteur des Finances...

Oui, mais pas systématiquement : Jacques Donnedieu de Vabres n'était pas inspecteur des Finances.

Presque un monopole, malgré tout...

Donc, j'ai été nommé. C'était, comme le Commissariat au Plan, un poste à la seule discrétion du Premier ministre, et il n'y en avait pas beaucoup : Georges Pompidou

⁷ Les listes figurent en annexe de l'article de Sabrina Tricaud et Emilie Willaert, « [Les cabinets de Georges Pompidou à Matignon et à l'Élysée \(1962-1974\)](#) », *Histoire @Politique. Politique culture et société*, n° 8, mai-août 2009.

⁸ Dans la hiérarchie des cabinets ministériels, à l'époque, le titre de chargé de mission était moins prestigieux que celui de conseiller technique. Il ne faut pas le confondre avec le titre de chargé de mission auprès du ministre, ce dernier passant, en général, avant le directeur de cabinet.

était respectueux des compétences de ses ministres ; par exemple, Valéry Giscard d'Estaing a été vraiment le seul patron du ministère des Finances jusqu'en janvier 1966, puis, à nouveau, à partir de juin 1969⁹.

Après ma nomination au SGCI, en octobre 1967, j'ai eu la chance que les choses restent calmes sur le plan européen pendant un peu plus de six mois, ce qui m'a laissé le temps d'apprendre le langage spécifique, de savoir qui était qui, de découvrir ce dont il s'agissait. Cela m'a pris environ la moitié de mon temps. A l'époque, il n'y avait pas de ministre des Affaires européennes.

C'était un organisme qui fonctionnait un peu comme un journal, avec une édition qui tombait chaque fois qu'un ministre se rendait à Bruxelles, c'est-à-dire plusieurs fois par semaine, avec en prime, quelques milliers d'instructions par an sur des points de détail. Je me souviens, par exemple, avoir, au fil des années, signé des dizaines de télex sur la « lutte contre le pou de San-José », insecte qui revenait d'une façon obsessionnelle dans les travaux communautaires. Néanmoins, ce poste m'a donné un vrai rôle.

J'avais gardé, parallèlement, mes fonctions au cabinet du Premier ministre ; Jobert a fait venir un inspecteur des Finances plus âgé que moi de sept ou huit ans, spécialiste des questions monétaires et du crédit, Pierre Esteva. Ce dernier m'a dit : « Je vais vous mettre tout de suite à l'aise : Jobert m'a précisé que le Premier ministre vous aimait beaucoup ! » Nous avons eu de fort bonnes relations. Esteva était déjà secrétaire général du Conseil national du crédit – une sorte de directeur de cabinet du gouverneur de la Banque de France, et a cumulé les deux fonctions.

Je me suis très vite passionné pour les affaires européennes, passion fort avouable, quoique ces affaires, vues dans le détail, passent parfois pour ennuyeuses ; mais tout ce qui est important n'est-il pas intéressant ? (et la construction de l'Europe était, à l'évidence, une cause fort importante).

Il y avait, en particulier, une réunion hebdomadaire, rarement avec le premier sous-gouverneur de la Banque de France, Bernard Clappier – qui a, néanmoins, tenu à venir à ma première réunion pour me faciliter les choses (j'avais pour lui une véritable admiration et ce n'est pas une chose que l'on dit facilement) – et, toujours, avec le directeur des affaires économiques du Quai d'Orsay (Jean-Pierre Brunet, puis Henri Froment-Meurice), le directeur du Trésor (René Larre, puis Claude Pierre-Brossolette, puis Jacques de Larosière), le directeur de la DREE (Direction des relations économiques extérieures) et moi : nous réglions l'essentiel des sujets entre nous. Pendant les dix années que j'ai passées au SGCI, ces réunions du vendredi, à 9 heures, m'ont paru très utiles.

J'ai été convoqué par le général de Gaulle, en tant que secrétaire général du SGCI, au sujet du calendrier de la suppression des droits de douane intracommunautaires, que les Six avaient prévu d'effectuer, le 1^{er} juillet 1968, avec dix-huit mois d'avance sur le traité de Rome ; c'était vers le 15 juin 1968. Or, il y avait eu les événements de mai 68, les accords de Grenelle, l'augmentation massive du SMIC, et on pouvait se demander si cette date tenait toujours. Quand j'ai rendu compte de cette perspective d'audience

⁹ A ma connaissance, s'agissant de la gestion des services des Finances, Georges Pompidou n'est intervenu qu'une fois en douze ans sur un problème de nomination.

au Premier ministre, il m'a simplement dit : « Vous avez rendez-vous avec le Général ? Vous verrez : c'est quelqu'un de spécial ! », puis il a replongé le nez dans ses dossiers.

Et, à la fin de l'entretien, c'est ce que vous avez pensé ?

Oui et non. Je me suis trouvé seul en face de quelqu'un qui écoutait, un peu comme un chef d'entreprise recevant un collaborateur, mais aussi comme un grand professeur de médecine examinant un patient. Il m'a demandé de lui expliquer pourquoi il fallait maintenir la suppression des droits de douane intracommunautaires le 1^{er} juillet 1968. La première raison que j'ai avancée n'a pas vraiment plu, me semble-t-il, au général de Gaulle. « Peut-être est-il souhaitable, dans ces circonstances, de donner une impression de sérénité ? » avais-je dit en guise d'introduction (j'avais longuement médité cette première phrase). Il a rétorqué sur un ton qui m'a paru un peu agacé : « Ce n'est pas une mauvaise remarque, mais j'espère que vous avez d'autres arguments », en mettant l'accent sur « j'espère ». Puis, il a écouté, posé plusieurs questions – toutes très judicieuses –, pris quelques notes pendant exactement une demi-heure, et m'a raccompagné jusqu'à la porte avec la courtoisie qui lui était habituelle dans l'exercice de ses fonctions. J'ai été, peut-être, moins impressionné que je n'aurais dû l'être.

En mai 1968, alors que les trains ne fonctionnaient pas, une délégation française a pu être présente chaque jour à Bruxelles, grâce à Jobert qui, sur ma suggestion, avait bloqué, dans ce but, un avion du GLAM. Je signais tous les ordres de mission. En mai 1968, les Six ont pu ainsi se mettre d'accord, à Bruxelles, sur le marché des produits laitiers, grâce au savoir-faire d'Edgar Faure, ministre de l'Agriculture.

Après, j'ai assisté au départ de Georges Pompidou de Matignon : nous l'avons mal vécu. Quand l'équipe Couve est arrivée, il n'était naturellement pas question que je reste ; et puis, j'avais de quoi m'occuper au SGCI. Robert Boulin m'a recruté à temps partiel à son cabinet, au ministère de l'Agriculture (Georges Pompidou m'avait conseillé d'y aller).

Cela m'a beaucoup intéressé ; Boulin était quelqu'un de très bien, un bon ministre, alors que les problèmes étaient très compliqués. Il a d'ailleurs été ministre sans interruption, ce qui était exceptionnel, de 1962 jusqu'à son suicide en 1978 ou 1979. Je me souviens, en particulier, de son étonnement lorsque, en sa présence, j'avais appelé Georges Pompidou : « Monsieur ». Celui-ci, après son départ de Matignon m'avait demandé de ne plus l'appeler : « Monsieur le Premier ministre ».

C'est un cumul qui devait être intéressant pour vous, entre le SGCI et les aspects liés au marché commun agricole...

Les problèmes agricoles représentaient alors l'essentiel du Marché commun. C'est pour cela que j'avais accepté. Je n'avais pas de bureau avenue de la Tour-Maubourg, mais j'y passais deux ou trois fois par semaine pour bavarder, rencontrer, par exemple, Pierre Juillet ou Marie-France Garaud, et, plusieurs fois, Georges Pompidou, en général sur la suggestion de Juillet qui m'encourageait en disant « Allez-y, frappez à la porte et entrez : ça lui changera les idées. »

La campagne présidentielle : avant, il y avait eu l'affaire Markovic, les déclarations de Rome, puis de Genève, le référendum... On n'avait pas eu le temps de s'ennuyer.

Georges Pompidou s'est trouvé en situation, mais des gens qui étaient dans les allées du pouvoir nous regardaient d'un peu haut, comme, par exemple, Olivier Wormser.

Je me souviens m'être trouvé boulevard de la Tour-Maubourg deux ou trois jours après la démission du général de Gaulle. J'ai vu alors, dans l'antichambre, un visiteur qui attendait d'être reçu par Jobert. C'était Michel Poniatowski, assis sur une petite chaise de location dorée. Comme il était très grand et très gros, il la débordait de tous côtés : avec lucidité, Valéry Giscard d'Estaing avait, donc, rapidement défini sa position, alors même que tout le monde prenait la candidature d'Alain Poher très au sérieux, car il n'est devenu évident que quelques semaines plus tard que Georges Pompidou l'emporterait.

L'ancien ministre des Finances avait pourtant marqué envers Georges Pompidou un vif ressentiment lors de son éviction de la rue de Rivoli, en janvier 1966. Il ne semblait pas s'être attendu à ce changement. Naturellement, l'élection présidentielle du 15 juin 1969 a modifié profondément la nature de leurs relations ; M. Giscard d'Estaing avait le sens des convenances et des compétences ; il ne pouvait, au surplus, que manifester du respect envers la fonction à laquelle il aspirait de toute évidence.

Encore un ou deux souvenirs de la Tour-Maubourg : un jour, pendant la campagne présidentielle, j'ai aperçu Georges Pompidou dans l'antichambre. Nous étions seuls et il m'a paru de fort bonne humeur. Il m'a demandé : « Qui voyez-vous comme Premier ministre au cas où cela marcherait ? ». Je n'ai pas répondu et il a repris : « Que voulez-vous ? Chaban plaît, Chaban plaît... »

Dernier souvenir : la veille du 1^{er} mai 1969, il était arrivé à son bureau avec deux petits bouquets de muguet pour ses secrétaires (Denise Esnoul et Josette Hirigoyen).

L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun a-t-elle constitué un élément de discussion entre Valéry Giscard d'Estaing et Georges Pompidou ?

Absolument pas : Valéry Giscard d'Estaing, ainsi que Maurice Schumann et Jacques Duhamel étaient d'ardents partisans de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Jacques Duhamel en avait, d'ailleurs, fait une condition explicite de son ralliement.

Le problème aurait été plutôt, à l'inverse, de modérer la tendance des ministres participant à la négociation d'adhésion à se précipiter dans la voie de la compréhension. Chacun d'eux désirait que le Royaume-Uni entre le plus rapidement possible dans ce qu'on appelait alors le « Marché commun » et aurait volontiers repris à son compte la formule de Michel Debré : « Quitte à faire l'Europe à l'anglaise, autant la faire avec les Anglais. »

La seule personnalité que je rencontrais dans des cocktails d'ambassades et qui était vraiment mécontente, c'était Maurice Couve de Murville. Il est vrai qu'il n'était plus aux affaires. Il me disait chaque fois tout le mal qu'il pensait de notre politique. Je lui répondais invariablement : « Monsieur le Premier ministre, vous savez comment les choses se passent ; ce n'est pas à moi qu'il faudrait le dire. » Si on l'avait suivi, on se serait d'ailleurs brouillé, non seulement avec les Anglais (cela aurait duré longtemps), mais avec tous nos partenaires. Le Général avait tenu six ou sept ans, et encore ! Il y aurait eu de toutes façons un accord, peut-être pas exactement celui-là.

Et ses relations avec le Premier ministre britannique ?

Il y a eu un vrai coup de foudre réciproque. Quand vous lisez les entretiens Heath-Pompidou (onze heures d'entretiens en tête à tête en moins de deux jours), vous ne savez pas, souvent, lequel des deux parle ! Il est vrai qu'il était tombé sur un des très rares Anglais vraiment européens. En 1972, leurs entretiens aux *Chequers*¹⁰ avaient été idylliques. Après la disparition de Georges Pompidou, Edward Heath a gardé des contacts avec son épouse. Je me souviens, par exemple, d'un déjeuner, quai de Béthune, donné par Madame Georges Pompidou, au début des années 2000.

Le Président Pompidou n'avait pas beaucoup d'atomes crochus avec le chancelier allemand ?

Sans doute y-a-t-il eu un problème de compatibilité entre ces deux personnalités : Willy Brandt pouvait paraître, parfois, un peu agaçant ; il était très extraverti, assez théâtral, le contraire du Président Pompidou. Je pense que ce dernier était un peu allergique au Chancelier. Il y avait, m'a dit, longtemps après, l'interprète du Quai d'Orsay, de très longs silences dans leurs tête-à-tête.

En revanche, le Président avait un petit faible pour les Anglais. Je me souviens, par exemple, de la projection d'un film dans une petite salle, rue de l'Élysée. Ce film se terminait sur le drapeau britannique, et, lorsque la lumière est revenue dans la salle, le Président Pompidou avait la larme à l'œil : il est vrai que beaucoup de gens pleurent au cinéma, alors qu'ils ne le font guère dans la vie, et c'est sans doute très bien ainsi dans chacun des deux cas.

Les négociations sur l'entrée de la Grande-Bretagne ont porté sur les sujets qu'il était indispensable de traiter dans la perspective de l'adhésion aux communautés européennes et sur ceux-là seulement : les négociations Pompidou-Heath n'ont, donc, pas porté sur des sujets comme les conséquences des « relations spéciales » du Royaume-Uni avec les États-Unis, les questions de défense ou les problèmes nucléaires.

Heath a été de bonne foi ; il a pris des engagements qu'il a essayé de tenir : par exemple, les fonctionnaires britanniques en poste à la Commission devaient parler français : certes, ils l'ont fait pendant quelques années, mais pas les Irlandais, ni les Danois... De toutes façons, lorsque vous mettez plusieurs diplomates ensemble, leur tendance naturelle est de parler anglais. Tous nos partenaires frétilaient de joie de voir que les Anglais étaient enfin là. Il y avait là, me semble-t-il, une contradiction évidente avec les tendances fédéralistes qu'ils ont continué d'afficher pendant plus de vingt ans après l'entrée du Royaume-Uni dans les communautés.

Dans cette mécanique de négociation, le SGCI a-t-il été un partenaire très actif ?

Oui, et jouant un rôle reconnu par le Président lui-même, qui a précisé en conseil des ministres qu'il n'y avait nul besoin d'une coordination supplémentaire puisqu'il y avait déjà le SGCI ! La force de ma position était dans son ambiguïté, car chacun savait que j'étais en même temps au cabinet du Président. Le Président Mitterrand a repris la même organisation au départ, avant de faire entrer au gouvernement Roland Dumas comme ministre chargé des Affaires européennes.

Il y a la légitimité donnée par la fonction politique au cabinet ?

¹⁰ Maison de campagne du Premier ministre britannique.

J'avais une légitimité fonctionnelle. Par exemple, il est arrivé deux ou trois fois à M. Giscard d'Estaing, à Bruxelles, de m'adresser des papiers de telle sorte que je lui réponde par écrit, puis de ranger mes réponses dans son portefeuille, alors que j'étais assis immédiatement à sa gauche et qu'il aurait pu me demander mon avis de vive voix.

Votre légitimité venait du cumul de vos deux fonctions ?

La légitimité vient de la crédibilité ; elle est politique, conférée par la proximité avec le président de la République, par le fait qu'on lui est utile. J'avais, au surplus, la main sur un service de près d'une centaine de personnes, ce qui est bien pratique.

Votre situation était un peu particulière car vous étiez rattaché au président de la République alors que le secrétaire général du SGCI dépendait du Premier ministre ?

Ma fonction principale était à l'Élysée. Cela arrangeait tout le monde. Par exemple, en août 1969, Jacques Chaban-Delmas devait conduire une discussion sur les conséquences de la dévaluation du franc et, notamment, sur la création de montants compensatoires monétaires sur les prix agricoles européens fixés en unités de compte. Or, il n'avait pas eu le temps d'étudier sérieusement le dossier à Matignon. Lors d'un comité préparatoire, il avait détendu l'atmosphère et avait fait rire tout le monde en racontant plusieurs histoires, d'ailleurs fort drôles. Le lendemain matin, à l'Élysée, Chaban s'est borné à dire : « Jean-René Bernard sait tout cela mieux que moi » et, j'ai exposé le sujet : il s'agissait d'étaler dans le temps la hausse des prix agricoles exprimés en francs. Cela a été infiniment plus difficile en sens inverse quand il a fallu faire avaler aux agriculteurs allemands, lors des réévaluations du Deutsch Mark, des baisses des prix exprimés dans leur monnaie nationale...

Je n'ai pas non plus connu de problèmes avec les Affaires étrangères, car Maurice Schumann était un homme très agréable et, au surplus, foncièrement accommodant ; j'étais proche de Michel Jobert, mais certains moments furent difficiles avec lui en raison de son caractère « soupe au lait ». Quant à M. Giscard d'Estaing, il n'avait guère de raison d'ouvrir un front avec le Président Pompidou sur le plan européen.

Le seul problème vraiment sérieux à propos duquel j'ai tenté d'apporter des éléments de réflexion complémentaires au Président Giscard d'Estaing après l'élection présidentielle de 1974 a été, en 1976-1977, l'entrée – à laquelle il tenait beaucoup – de la Grèce dans les Communautés ; j'ai fait ce que je pouvais pour qu'on reste dans le cadre d'un accord d'association, mais le Président s'est borné à remarquer, après mon exposé introductif, lors d'un conseil très restreint et fort court à l'Élysée : « On ne fait pas jouer Homère en seconde division ! » Je n'ai rien répondu, mais les deux ministres concernés (Sauvagnargues et Fourcade) n'avaient pas ouvert la bouche avant cette remarque présidentielle, et n'ont rien dit après. Le Premier ministre, Raymond Barre, n'était pas présent.

Est-ce qu'il y avait au sein du SGCI une rivalité entre les Finances et le Quai d'Orsay ?

Il ne saurait y avoir de rivalité dans un orchestre entre les différents instruments qui le composent – ou alors, ce n'est plus un orchestre : le SGCI est un organe interministériel qui comportait essentiellement une répartition du personnel entre les Finances et les autres ministères, y compris les Affaires étrangères. Un secrétaire

général adjoint venant des Finances s'occupait de l'Agriculture et du Budget. L'autre secrétaire général adjoint était toujours un ingénieur du corps des Mines, d'après le texte originel sur le SGCI de 1948 qui avait eu pour raison d'être la répartition des fonds du plan Marshall, lors de la création de l'OCDE. Le Quai d'Orsay n'a jamais mis beaucoup de personnel à la disposition du SGCI : un ou deux chefs de bureau sur une dizaine ou davantage ; naturellement, la direction des Affaires économiques du Quai d'Orsay avait intérêt à ce que le SGCI marche bien, et j'ai toujours tenu, en priorité, à avoir des relations très étroites avec cette direction.

Le problème qui a été résolu par le SGCI dès sa création a été le caractère systématiquement interministériel à Paris des prises de décision, alors que le représentant permanent de la France dans un organisme international est, largement, dans la mouvance des Affaires étrangères.

Maurice Couve de Murville m'a paru d'un abord moins difficile qu'on ne le disait avec le personnel administratif, peut-être particulièrement avec le jeune inspecteur des Finances que j'étais (lorsque j'ai été nommé, j'avais moins de trente-cinq ans). Je vais me présenter à lui, en lui disant que je suis un peu embarrassé, car je ne sais pas très bien à quoi sert le SGCI. « Ecoutez, – m'a-t-il dit, avec un bon sourire – c'est très simple, je vais vous expliquer : si quelque chose ne marche pas, il faut qu'il y ait quelqu'un à engueuler. Eh bien, ce sera vous ! » Couve était assez impressionnant comme ministre des Affaires étrangères du général de Gaulle. Comme Premier ministre, cela a peut-être été un peu différent ; ce n'est pas le même métier. Il me semble qu'on n'attendait pas du ministre des Affaires étrangères d'avoir l'échine souple. Il lui était demandé de tenir et d'illustrer la position définie par le Général, et aussi, la plupart du temps, de la préparer, c'est-à-dire de lui fournir des éléments de réflexion.

La vraie lacune, pour moi, au SGCI, c'étaient les questions monétaires : je n'y ai rien vu là-dessus, le Trésor étant, par nature, assez opaque, mais j'ai pu voir relativement bien ces affaires à partir de l'Élysée, après le 15 juin 1969. Le Président a été très actif dans ce domaine, particulièrement tout au long de l'année 1971, mais ce sujet nécessiterait de trop longs développements, et je l'ai traité assez largement par ailleurs.

Un bref rappel me paraît, néanmoins, indispensable sur deux points.

Tout d'abord, l'adoption par les Six, en 1970, du rapport Werner (Premier ministre luxembourgeois) sur l'Union économique et monétaire et la définition de ses trois étapes pour arriver à la monnaie unique. Tout en regrettant la phraséologie de ce rapport, le Président Pompidou a accepté de passer outre les critiques de fond de Michel Debré (alors ministre d'État, chargé de la Défense), en remarquant « qu'il ne fallait pas tuer l'espérance européenne », ce qui a rendu possible, beaucoup plus tard, la création de l'euro.

Par ailleurs, en ce qui concerne le système monétaire international – et je résume beaucoup trop –, il a réagi avec vigueur aux mesures prises le 15 août 1971 par le Président Nixon (suspension de la convertibilité du dollar en or, flottement du dollar, surtaxe de 10 % sur les importations).

Sur le plan européen, notre position était difficile et même apparemment impossible, car, dès mai 1971, les Allemands – suivis par les Néerlandais – avaient laissé flotter

leur monnaie, ces questions monétaires n'étant d'ailleurs à l'époque, selon les termes mêmes du traité de Rome que des « questions d'intérêt commun ». « Mieux vaut s'isoler qu'être isolé », commentera un peu plus tard le Président Pompidou en décrivant la position dure que son gouvernement avait prise le 18 ou le 19 août à Bruxelles, à partir d'un communiqué dont il avait lui-même rédigé le premier jet.

Les bonnes relations personnelles qu'avait le Président Pompidou avec le Président Nixon permirent, après quelques mois un peu compliqués, d'aboutir à la rencontre franco-américaine des Açores les 13 et 14 décembre 1971, puis aux accords du « Smithsonian Institute » du 18 décembre à Washington, où la France était représentée par M. Giscard d'Estaing. Certes, le replâtrage ainsi réalisé ne pouvait être que précaire mais nos intérêts avaient, néanmoins, été sauvegardés. C'était la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale que la France avait joué un rôle de premier plan dans le domaine des relations monétaires internationales.

Vous avez eu une longévité exceptionnelle à la tête du SGCI ?

J'ai fait ce métier pendant dix ans, d'octobre 1967 à septembre 1977. Il est vrai que dix ans, c'est un peu long, mais cela avait été aussi le cas de Bernard Clappier à la Direction des relations économiques extérieures (DREE).

Votre tâche devait être plus difficile sans le relais de l'Elysée ?

Ce n'était plus la même tâche. C'était devenu vraiment interministériel, au sein d'un simple service du Premier ministre. Raymond Barre s'est beaucoup occupé de l'Europe quand il était à Matignon – Jacques Chirac s'en était, quant à lui, bien gardé, fort intelligemment d'ailleurs.

L'administration ne fonctionne pas par sauts, sauf en cas de coup de barre politique, comme en mai 1981. Or, je connaissais tout le monde, puisque j'avais été, pendant douze ans, « aux affaires », à Matignon, puis à l'Elysée. Je mettais, bien évidemment, en œuvre la politique du gouvernement et il se trouve que je partageais, sur le plan européen, les idées du Président Giscard d'Estaing, ce qui était pour moi d'un grand confort intellectuel, mais ne me mettait pas à l'abri de petites péripéties : par exemple, un jour, à Bruxelles, étant à sa gauche et le représentant permanent à sa droite, le ministre français étant Pierre Abelin (ou Bernard Destremau, je ne sais plus, très antigauillistes tous les deux), j'avais préparé un projet de discours ; le ministre m'a demandé si rien ne pouvait heurter ses convictions ; je lui ai répondu que c'était « très gaullien ». Devant sa moue réticente et inquiète, j'ai tenu à préciser : « J'ai dit "gaullien", je n'ai pas dit "gaulliste", monsieur le Ministre ! ». Grand soulagement dudit ministre ! De même, Michael Palliser, premier représentant permanent britannique auprès des Communautés européennes, avait, en vue des élections de février 1974, préparé deux projets de discours, l'un pour les travaillistes, l'autre pour les conservateurs...

Entre-temps, vous étiez devenu en 1973 secrétaire général-adjoint de la présidence de la République ?

Oui. J'avais, auparavant, comme conseiller au secrétariat général de la présidence de la République, la charge des affaires européennes, ainsi que des questions économiques et monétaires, avec, pour ces dernières, un adjoint de grande valeur, Charles de Croisset. Donc, deux énormes portefeuilles, quatre secrétaires

personnelles (deux à l'Elysée, deux au SGCI). Je travaillais infiniment trop, mais c'était passionnant.

Lorsque Michel Jobert a remplacé Maurice Schumann au Quai d'Orsay en avril 1973, il m'avait paru, certes, heureux d'aller aux Affaires étrangères, mais aussi très inquiet de devoir quitter l'Elysée. Edouard Balladur a été nommé à sa place secrétaire général de la présidence de la République. Georges Pompidou m'a choisi comme secrétaire général-adjoint.

A l'Elysée, le secrétaire général-adjoint fait évidemment – comme son titre l'indique – ce que ne fait pas, ne veut pas faire ou ne peut pas faire le secrétaire général. A eux deux, ils forment un couple, assez inégal, il est vrai, dans son essence. S'ils ont de bonnes relations, c'est plus intéressant et, surtout, beaucoup plus simple. Tel a été le cas. Lorsque nous avons quitté l'Elysée, quelques jours après les obsèques de Georges Pompidou, Edouard Balladur m'a gratifié d'un *satisfecit*, à vrai dire légèrement ambigu. Il m'a dit : « Je n'aurais jamais cru qu'il était aussi agréable de travailler avec vous. »

Le Président nous recevait systématiquement tous les jours ensemble en fin de journée. Nous passions généralement entre quarante minutes et une heure dans son bureau.

Georges Pompidou a été « opérationnel » jusqu'au bout ; la dernière année de sa maladie n'a pas été gaie. Il a toujours été, jusqu'à sa mort, en pleine possession de ses qualités intellectuelles.

Est-ce qu'un milieu pompidolien a survécu ?

Survécu est le mot juste : il y a une Association des amis de Georges Pompidou ; une messe est dite tous les ans à laquelle assistent une centaine de personnes. Evidemment, il y a un peu moins de monde chaque année. L'association, présidée par Pierre Messmer, puis par Edouard Balladur, organise un colloque par an environ. Ceux-ci, de type assez universitaire, ont permis de recueillir de nombreux témoignages. La plupart ont fait l'objet de publications. La vie publique de Georges Pompidou est donc assez bien défrichée.

Des liens ont-ils été tissés autour de cette association ?

Je n'ai pas vraiment cette impression. Néanmoins, je ne vois pas ce que cette association aurait pu faire de plus ! Mais je tiens à faire une remarque à ce propos : je n'ai **jamais** entendu un de ses anciens collaborateurs dire quelque chose de négatif sur Georges Pompidou...

En 1977, lorsque vous quittez le SGCI, vous devenez ambassadeur ?

Un jour, après un conseil restreint, en mai ou juin 1977, le Président Giscard d'Estaing m'a dit : « J'ai entendu dire que vous aviez l'intention de donner une orientation diplomatique à votre carrière. Allez voir Soutou¹¹. »

Nous nous sommes mis d'accord sur le Mexique et j'y suis resté cinq ans avec ma femme et mes trois enfants, de septembre 1977 à août 1982. Ces cinq années ont été passionnantes : le métier d'ambassadeur était nouveau pour moi, et c'est un vrai métier. J'ai beaucoup aimé le pays. Enfin, le Mexique était, après la crise pétrolière de 1973-1974, l'un des producteurs d'énergie auxquels chacun faisait la cour. Il y a eu,

¹¹ Jean-Marie Soutou était alors secrétaire général du Quai d'Orsay.

dans les deux sens, trois visites présidentielles pendant que j'étais en poste. Au surplus, le Concorde a desservi Mexico, je crois à partir de 1979. Je vous laisse donc à imaginer le déferlement de visites ministérielles auquel ma femme et moi nous avons dû faire face.

Quoique n'étant ni socialiste, ni diplomate, j'étais encore au Mexique quinze mois après l'élection présidentielle de mai 1981, car il y avait eu la visite d'État du Président Mitterrand en novembre 1981, qui s'était bien passée et avait précédé la conférence de Cancún. Quand, en juillet 1989, j'ai quitté le CIC pour laisser ce poste à Jean-Pierre Aubert, qui était son filleul, Mitterrand a dit que je l'avais « très bien reçu à Mexico... » « Qu'on lui donne une ambassade convenable ! », aurait il conclu.

Ce fut La Haye ?

C'était en effet tout à fait convenable, pas loin de Paris, très agréable ; nos ministres ne venaient guère, sauf pour les affaires européennes. J'étais donc, peu ou prou, mon propre patron dans la vie de tous les jours. Les relations entre les deux États étaient plutôt d'ordre culturel et commercial, assez peu politiques au sens particulier que l'on donne à ce mot au Quai d'Orsay, sauf sur certains sujets bilatéraux (lutte contre la drogue, application du traité sur la pollution des eaux du Rhin, par exemple).

Cette ambassade vous a permis de renouer avec votre intérêt pour l'Europe ?

Oui, lors de la préparation du traité de Maastricht, à laquelle j'ai participé, puisque la fin de sa négociation a occupé l'essentiel des six mois de la présidence néerlandaise au second semestre 1992 : vous savez que l'État qui exerce la présidence des communautés a d'importants pouvoirs de procédure ; au surplus, les Pays-Bas, qui professaient des idées fédéralistes, ont essayé de les faire avancer à l'occasion du projet de traité sur la monnaie unique, ce qui leur a occasionné des difficultés avec les Britanniques, mais aussi, à un moindre degré, avec nous. Notre Président a joué un rôle important dans cette négociation et la séance finale qui a duré jusqu'à deux heures du matin a été passionnante.

J'ai, d'ailleurs, eu l'opportunité d'assister le gouverneur Trichet, puisque le Président Chirac m'a, en 1997, nommé pour neuf ans membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France, au cours d'une période qui a été marquée par l'introduction de l'euro dans ses diverses phases.

Pour en revenir au Président Georges Pompidou à propos de l'Europe, ce domaine n'a évidemment pas été le plus facile pour lui, puisqu'il succédait directement au général de Gaulle, qui avait fait connaître ses sentiments sur le sujet avec sa clarté habituelle. Georges Pompidou a abordé cet important champ d'action avec détermination et a procédé aux inflexions qu'il jugeait nécessaires. Il l'a fait avec une honnêteté et avec une clarté qui n'excluaient pas une certaine prudence dans le cheminement qu'il a emprunté.

Pour ne prendre qu'un exemple de sa façon de faire, j'avais été chargé des contacts avec Jean Monnet auquel le général de Gaulle, d'une façon assez sarcastique, avait donné le qualificatif fort exact d'« inspirateur ». Avant notre rendez-vous, j'ai vérifié que j'ai, au cours des cinq années de la présidence de Georges Pompidou, rendu visite à Jean Monnet quarante-quatre fois, la plupart du temps à son bureau, à Paris, mais aussi, quelquefois, à sa maison de campagne, à Hougarry. Quant au Président

Anne Dulphy et Christine Manigand, « Entretien avec Jean-René Bernard, », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°12, septembre-décembre 2010, www.histoire-politique.fr

Pompidou, il n'a reçu Jean Monnet à l'Elysée qu'une seule fois, pour un déjeuner, en novembre 1972. Il avait tenu à ce que son invité entre très discrètement par la grille du Coq.

Avez-vous la tentation d'écrire sur votre carrière ?

Sur ce que j'ai vu ? Peut-être ; vous savez, je ne lis que des écrivains morts. Cela donne un peu plus de champ et puis le temps permet d'élaguer ce qui est moins important, quoique la mémoire soit, parfois, capricieuse : si vous aviez encore un peu de curiosité, vous pourriez donc me lire plus tard, beaucoup plus tard, j'espère...

Pour citer cet article : Anne Dulphy et Christine Manigand, « Entretien avec Jean-René Bernard », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°12, septembre-décembre 2010, www.histoire-politique.fr